

Discours de Paul Reynaud devant le Conseil de l'Europe (Strasbourg, 9 août 1950)

Légende: Le 9 août 1950, commentant à la tribune de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe les enjeux géopolitiques de la guerre de Corée, le Français Paul Reynaud exhorte les pays européens à organiser leur défense commune.

Source: Conseil de l'Europe-Assemblée consultative. Compte-rendu. Deuxième session. 7 au 28 août 1950. Tome I. Séances 1 à 12. 1950. Strasbourg: Conseil de l'Europe. "Discours de Paul Reynaud ", p. 63-68.

Copyright: (c) Conseil de l'Europe

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_paul_reynaud_devant_le_conseil_de_l_europe_strasbourg_9_aout_1950-fr-cbced690-ee27-4965-a460-6931f7ee9bc6.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Discours de Paul Reynaud devant le Conseil de l'Europe (Strasbourg, 9 août 1950)

[...]

Voilà pour nos fautes à nous. Permettez-moi maintenant de vous dire un mot du Message, ce discours du trône du Comité des Ministres.

L'intérêt du Message réside surtout dans la dernière phrase. Tout le monde est d'accord sur ce point. On nous demande de nous solidariser avec l'action entreprise par l'O.N.U., c'est-à-dire d'approuver son intervention par les armes en Corée. On nous demande donc implicitement si l'O.N.U. n'a pas surestimé ses forces, en les engageant à fond sur un théâtre secondaire, et si elle ne risque pas de perdre sur le théâtre principal, celui de l'Europe, la bataille décisive dont dépend le sort de l'humanité. C'est donc tout le problème de la défense, je pourrais même dire de la vie et de la démocratie de l'Europe, qui nous est posé par le Comité des Ministres.

Que cette demande nous soit adressée par le Comité, qu'est-ce que cela prouve ? Cela prouve que la vie est plus forte que les textes, car s'il nous était interdit de parler de la vie et de la mort de l'Europe, nous serions également incapables de parler du problème économique de l'Europe, car il va de soi, c'est une vérité élémentaire, qu'une course aux armements aussi intensive que celle qui vient de commencer bouleverse la vie économique. Il ne nous resterait plus à débattre ici que les questions culturelles et notre Assemblée apparaîtrait comme une vieille dame qui fait du crochet pendant que l'on entend au loin le bruit d'armées ennemies qui se rassemblent. Aussi, le Comité a-t-il été obligé de décrocher de notre mur l'écriteau : « Défense à l'Assemblée européenne de parler de la menace de mort qui plane sur l'Europe. »

Je réponds au Comité: oui, nous approuvons la décision de l'O.N.U. malgré tous les périls qui peuvent en découler. Nous le faisons parce qu'il y a des valeurs morales qui commandent la vie des démocraties, qui sont le ciment des démocraties qui vivent des deux côtés de l'Atlantique. Oui, nous suivons ici, en Europe, avec la même passion que nos amis américains, les hauts faits de leurs soldats qui ont traversé un océan, fait des milliers et des milliers de kilomètres pour aller se battre dans les conditions les plus difficiles pour la défense de notre idéal commun. Seulement, je demande la permission de tirer pour l'Europe les leçons de cette expérience. Il est urgent de les tirer. Supposez que, demain, un bateau transport de troupes américain soit torpillé entre le Japon et la Corée. Même si le sous-marin qui l'a coulé a arboré un pavillon coréen, il y a bien des chances pour que ce soit la guerre. Dans ces conditions, c'est tout de suite qu'il faut résoudre le problème.

La Corée est un secteur du front parmi tant d'autres. C'est un secteur où l'on se bat, me direz-vous, mais ce n'est pas le seul. En Indochine, on se bat. Depuis cinq ans, des Français s'y font tuer pour défendre l'idéal commun comme les soldats américains se font tuer aujourd'hui en Corée. En Malaisie britannique, nos amis anglais se font tuer également pour la même cause. Peut-être demain verrons-nous d'autres fronts s'allumer, d'autres secteurs du front chaud, comme on dit aujourd'hui. Mais ne nous faisons pas d'illusion ! L'enjeu, c'est l'Europe occidentale. Rappelez-vous la lettre de Lénine à Clara Zetkin : « La route la plus courte qui va de Moscou à Paris passe par Pékin, Tokio et Calcutta. »

Le pion coréen a été poussé par le doigt soviétique, mais un autre pion peut être poussé ailleurs. La longue et minutieuse préparation de cette armée communiste de la Corée du Nord merveilleusement équipée et armée, nous en voyons d'autres exemples ailleurs. Pas loin de nous, en Allemagne orientale, nous voyons lever aussi une armée, sous couleur de police: une police qui a des marins, c'est assez singulier. Ce pion sera-t-il poussé un jour comme l'a été le pion coréen ? Ce jour-là, ce sera la guerre.

Regardons donc quelle serait la situation si c'était la guerre. M. Edelman a dit hier que j'avais alarmé l'Europe — je l'espère bien — par les chiffres que j'ai donnés sur la puissance russe. En vérité, les chiffres que j'ai donnés à la Chambre française sur la puissance russe sont ceux qui émanent d'une autorité que mon ami M. Edelman ne contestera pas puisque ce sont ceux de M. Shinwell. Ce que j'ai apporté dans le débat, c'est une question et une réponse. La question, la voici: contre quelle armée les Russes ont-ils accumulé des forces pareilles: 175 divisions d'activé, 25.000 chars d'assaut, 19.000 avions de guerre ? Où est-elle, cette armée ? La réponse est que c'est une armée fantôme car, de ce côté-ci du rideau de fer, il y a une douzaine de

divisions.

Voilà ce dont on m'a fait un grief. J'ai entendu dire qu'il est imprudent d'apprendre la vérité au peuple. Mais c'est une vérité que connaît l'adversaire et il serait vraiment singulier qu'il fût impossible de la dire à nos peuples, comme si nous n'étions pas des peuples majeurs et comme s'il y avait un autre moyen de tendre les énergies que de les mettre en face de la réalité, c'est-à-dire en face du péril. Aussi, je n'accepte pas le grief d'avoir réveillé l'opinion publique. Je pense que c'est notre devoir à tous de le faire.

Les démocraties, jusqu'ici, avaient une méthode qui leur était chère: elles attendaient que la guerre éclatât pour la préparer.

Eh bien! maintenant, j'ai le regret de vous dire qu'il faut changer de système, car le problème n'est plus de gagner finalement la guerre — ce qui arriverait certainement une fois de plus — le problème, c'est d'éviter l'invasion, c'est-à-dire la destruction des élites, aussi bien ouvrières que bourgeoises, c'est-à-dire les grandes migrations humaines comme celle à laquelle nous avons assisté en Allemagne — la plus grande migration de l'histoire — et le remplacement de ces populations chassées au loin par des peuplades qui viendraient elles-mêmes de loin.

Vous connaissez la réponse qu'a faite un maréchal russe à un chef allié qui lui disait : « Vous ne pouvez pas déclencher la guerre, car vous savez bien que vous recevriez sur la tête le stock de bombes atomiques américaines. » Le maréchal russe répondit : « C'est possible, mais rappelez-vous bien ceci: en matière d'occupation, les Allemands sont des enfants. Si nous occupions votre pays pendant trois mois, vous ne le reconnaîtriez plus. »

C'est la vérité, Mesdames et Messieurs, et c'est ce qui change entièrement la manière dont se pose le problème de la préparation à la guerre. Aussi, notre impréparation actuelle est-elle infiniment plus coupable que celle d'avant la deuxième guerre mondiale.

On nous dit : « C'est que nous avons subi des pertes cruelles. » C'est vrai. Nous avons été occupés, ce qui a attaqué à la fois notre moral et notre richesse matérielle. Mais la Russie des Soviets n'a-t-elle pas perdu 17 millions de morts, suivant la statistique donnée par M. Vychinski ? La Russie des Soviets n'a-t-elle pas subi des pertes matérielles infiniment plus lourdes que l'Europe de l'Ouest ? Et, par surcroît, la Russie des Soviets ne s'est-elle pas elle-même privée de l'aide Marshall ?

Pourtant, si l'Europe était unie, ce seraient 260 millions d'Européens — et de quelle qualité par rapport aux habitants de l'Est ou de l'Extrême-Est — ce seraient des savants, des laboratoires plus nombreux et mieux outillés, ce serait beaucoup plus de charbon, beaucoup plus d'acier, trois fois plus de wagons, quinze fois plus de navires sur les mers, dont elle disposerait.

On parle tout le temps de la terreur qu'inspiré la masse russe, mais il faudrait parler aussi un peu du mépris que devrait nous inspirer la sottise occidentale.

Il faut agir, il faut que, demain, les aciéries de la Ruhr comme celles de France, d'Angleterre et d'ailleurs travaillent pour armer l'Ouest de l'Europe, puisqu'il a commis jusqu'ici le crime de ne pas s'armer.

Hier, M. André Philip, parlant de l'armée européenne, déclarait qu'elle devait être ouverte à des contingents allemands. Sur ce point, il appartient naturellement à nos collègues allemands de donner leur réponse.

Oh! je sais, Mesdames et Messieurs, que certains disent: agir ? mais vous savez bien que tout dépend des États-Unis.

Non! Tout ne dépend pas des États-Unis.

Pour les États-Unis, l'Europe est l'un des fronts, le plus important des fronts, celui pour lequel ils sont décidés à faire le plus de sacrifices. Mais comprenons qu'en matière militaire comme en matière

économique, nous vivons dans une maison à trois étages: l'étage des nations; au-dessus, l'étage de l'Europe et au-dessus encore, l'étage atlantique; que ceux qui pensent pouvoir sauter de l'étage des nations à l'étage atlantique se trompent, sur le plan militaire comme sur le plan économique, et que l'appui américain sera d'autant plus fort, aussi bien sur le plan militaire que sur le plan économique, que nous aurons fait une Europe qui se tiendra debout parce que nous aurons eu le courage de la réaliser.

Comment organiser l'Europe ? Qu'a produit le système des accords intergouvernementaux ? Par la force des choses, il a engendré une foule de comités où d'éminents fonctionnaires civils et militaires se sont enlisés dans l'impuissance parce qu'ils ne peuvent agir que *ad referendum*. Il faut que, sur tous les points, ils demandent l'autorisation de leur gouvernement.

Il y a quelque temps, notre Président, avec beaucoup de raison, à mon avis, nous conseillait de passer du stade des fonctionnaires au stade des hommes d'État. Je crois que telle est la solution.

Au point où nous en sommes, lorsque l'on songe à la disproportion incroyable des forces, à la déception qu'éprouvent nos amis anglais qui font faire dix-huit mois de service militaire à leurs jeunes hommes — ce qui est fort courageux — et qui ne sont nullement récompensés par les résultats tangibles de leur effort, on arrive à cette conclusion qu'il est trop tard maintenant pour tergiverser. Il faut cesser de nous enliser dans les sables des comités. Il faut mettre entre les mains des hommes d'État la défense de l'Europe. Il faut un ministre de la guerre pour l'Europe ayant les pouvoirs d'un ministre de la guerre. Si l'on cherchait un homme d'État dont le prestige soit incomparable dans le monde entier, qui a été le premier de tous les chefs de guerre, il n'y aurait pas besoin, Mesdames et Messieurs, de sortir de cette enceinte pour le trouver.

Que nous le veuillions ou non, il faut sauter le pas, il faut abandonner une partie de notre souveraineté. Donnerons-nous l'exemple de nous cramponner à nos souverainetés respectives jusqu'au suicide inclusivement ? Mériterons-nous qu'on nous applique le mot prononcé par M. Baldwin, deux ou trois ans avant la guerre, à la Chambre des Communes : « Une démocratie est toujours de deux ans en retard sur une dictature » ?

Je vous ai soumis des propositions précises. Mais, me dira-t-on, si le Comité des Ministres, insensible au caractère dramatique des temps dans lesquels nous vivons, repousse toute réforme, s'il se refuse à cristalliser dans l'action l'esprit européen qui existe dans cette Assemblée, si le refus d'un de ses membres peut continuer à faire du Comité des Ministres une machine à dire non, qu'allez-vous faire ?

Eh bien! Mesdames et Messieurs, s'il fallait choisir entre l'Europe et un Conseil de l'Europe qui se refuserait à évoluer, nous serions nombreux à laisser le Conseil de l'Europe sur le bas-côté de la route et à poursuivre notre chemin.